



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

A01

Direction régionale des
affaires culturelles

Service régional de
l'archéologie

Affaire suivie par :
Danielle MAGNAN
01 56 06 51 82

danielle.magnan@culture.gouv.fr

Références : CP0774751800062-2

à

EPF / ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ILE-DE-
FRANCE

4-14 Rue Ferrus
75014 PARIS
À l'attention de Mr Julien WENTA,

PARIS, le

15 OCT. 2018

Objet : Notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive et de son attribution à un opérateur

Références : TRILPORT (SEINE-ET-MARNE), 9-9 ter-10 rue du Général de Gaulle - Secteur dit "Mairie"
CP0774751800062
Mon courrier du 20 juillet 2018
Livre V du Code du patrimoine

P.J. : Arrêté n° 2018-548 du 11 octobre 2018 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive avec attribution immédiate

Madame, Monsieur,

Pour faire suite à votre demande anticipée de prescription et conformément à mon courrier visé en référence, j'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté relatif à la prescription d'un diagnostic archéologique et à son attribution à l'INRAP - Direction interrégionale Centre-Île-de-France, seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné.

Je vous informe que cet opérateur est destinataire de cette décision et qu'il dispose d'un délai de deux mois, à compter de sa réception, pour vous adresser un projet de convention précisant les conditions de réalisation du diagnostic.

J'attire votre attention sur le fait que les articles L.523-7 et R.523-30 du code du patrimoine imposent le respect de certains délais pour la signature de la convention et la réalisation du diagnostic archéologique. Je vous invite, avec votre opérateur, à être vigilant sur le respect de ces délais et à me tenir informé(e) en cas de difficulté.

Je vous précise que vous êtes tenu de me faire connaître les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Je vous rappelle qu'il vous appartient, si nécessaire, d'obtenir l'accord des propriétaires des terrains préalablement à la mise en œuvre de l'opération archéologique.

Je vous rappelle également que la mise en œuvre des mesures d'archéologie préventive prescrites constitue un préalable obligatoire à la réalisation de vos travaux.


La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à

* compter de la réception de la présente.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de Région, Préfet de Paris
et par délégation, la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le Conservateur régional de l'archéologie



Stéphane DESCHAMPS



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Arrêté n° 2018-548 du **11 OCT. 2018**
portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté n° IDF-2017-06-19-008 du 19 juin 2017 portant délégation de signature à Madame Nicole DA COSTA, Directrice régionale des affaires culturelles d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n° 2017-64 du 20 juillet 2017 portant subdélégation de signature à Monsieur Stéphane DESCHAMPS, Conservateur régional de l'archéologie, et à Jean-Marc GOUEDO son adjoint ;

Vu le dossier relatif au projet « projet immobilier 40 logements 9-9 ter-10 rue du Général de Gaulle - Secteur dit "Mairie" localisé à TRILPORT(77) section AI parcelle(s) 219-220-222 à 224-226-227233-234 » transmis par – EPF / ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ILE-DE-FRANCE – reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 4 juillet 2018 ;

Vu la demande anticipée de prescription d'archéologie préventive présentée par – EPF / ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ILE-DE-FRANCE – pour le projet « 9-9 ter-10 rue du Général de Gaulle - Secteur dit "Mairie" » reçue en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 10 octobre 2018 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique :
Le terrain concerné par les travaux d'aménagement se situe dans au coeur du bourg ancien où diverses occupations archéologiques (agglomération ancienne, mobilier antique, ...), notamment de la période gallo-romaine, sont présentes à Trilport.

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

Considérant que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) est le seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné par le projet d'aménagement susvisé.

ARRÊTE

Article 1 - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « 9-9 ter-10 rue du Général de Gaulle - Secteur dit "Mairie" », sis en :

RÉGION : ILE-DE-FRANCE

• DEPARTEMENT : SEINE-ET-MARNE

COMMUNE : TRILPORT

Cadastre : Section : AI, Parcelle(s) : 219-220-222 à 224-226-227233-234

Réalisé par : EPF / ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ILE-DE-FRANCE

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 2 182 m², est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par le présent arrêté est attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Article 3 - L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

Article 4 - Objectifs scientifiques

Mise en évidence de la présence ou de l'absence de vestiges archéologiques à l'aide de coupes et de plans chronologiquement phasés et géoréférencés. Dans l'éventualité de présence de vestiges, l'opération devra caractériser lesdits vestiges : état de conservation, profondeur d'enfouissement, épaisseur des niveaux archéologiques, densité, attribution chronologique, surface concernée.

Article 5 - Principes méthodologiques

Réalisation de tranchées d'évaluation ou de sondages ponctuels, adaptés à la morphologie et à la topographie du terrain, avec élargissements localisés autour des vestiges structurés. La surface ouverte en sondage doit être au minimum égale à 10 % de l'emprise du projet. Un quart des structures mises au jour doit être testé au minimum. Approche documentaire.

L'intervention archéologique ne pourra avoir lieu qu'après démolition des éléments - arasement des bâtiments en élévation sans toucher aux fondations, coupe des arbres sans dessouchage,... - nécessaires à la mise en œuvre du projet d'aménagement.

De plus, aucune réalisation de terrassement ou de creusement sur l'emprise à diagnostiquer ne doit être réalisée sans l'accord du Service régional d'archéologie.

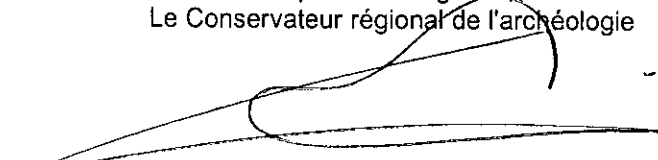
Article 6 - Responsable scientifique

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : Connaissances en archéologie en archéologie rurale..

Article 7 - La Directrice régionale des affaires culturelles est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à EPF / ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER ILE-DE-FRANCE et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Fait à PARIS, le 15 OCT. 2018

Pour le Préfet de Région, Préfet de Paris
et par délégation, la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
Le Conservateur régional de l'archéologie



Stéphane DESCHAMPS

▪ Surface de l'emprise complète : 2 182 m²

▪ Plan cadastral :

